



Bulletin Quotidien

n° 13 le 23 novembre 2025

UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

COP30 AMAZÔNIA

CUIDAR DO PLANETA PARA O FUTURO DA HUMANIDADE

BELÉM · BRASIL · 2025

J O U R D E C L Ô T U R E

FIN DE LA COP30 À BELÉM : DES PROGRÈS SUR LE FINANCEMENT, MAIS LA QUESTION DES COMBUSTIBLES FOSSILES RESTE SANS RÉPONSE

Après deux semaines de négociations intenses à Belém, au Brésil, la 30^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30) s'est conclue avec des résultats mitigés. Si les pays se sont accordés sur des avancées importantes concernant le financement climatique et le soutien aux nations vulnérables, le sommet n'a pas répondu à la question la plus critique : un plan clair pour sortir des combustibles fossiles.

LE « BELÉM PACKAGE » ET LE MUTIRÃO MONDIAL : CE QUI A ÉTÉ CONVENU

Le résultat central de la COP30 est le « Belém Package », également appelé la décision du Mutirão Mondial. Mutirão—un terme brésilien évoquant un effort communautaire collectif—présente l'accord comme un appel mondial à travailler ensemble pour l'action climatique.

Contenu du Package

Le Package regroupe plusieurs éléments : le cadre Mutirão Mondial pour l'action collective ; un Accélérateur Mondial de Mise en Œuvre pour aider les pays à respecter leurs engagements ; la « Mission Belém pour 1,5°C » ; la reconnaissance des droits des Peuples Autochtones et la protection des forêts ; des mesures de transition juste pour les travailleurs ; des indicateurs de progrès partagés ; et des objectifs de financement climatique, incluant 1,3 billion de dollars par an d'ici 2035 et un triplement du financement pour l'adaptation d'ici 2035.

Faiblesse centrale : un langage souple et non contraignant

L'analyse de Carbon Brief montre que le texte repose fortement sur des verbes passifs. Il « reconnaît » des enjeux 12 fois, « rappelle » des engagements passés 12 fois également, et « constate » ou « prend note » de problèmes 9 fois—mais ne « décide » que 8 fois, principalement pour créer des comités plutôt que pour exiger des actions.

Sur les actions climatiques clés, le texte se contente de « demander », « appeler » ou « inviter » les pays à agir : tripler le financement pour l'adaptation (cinq ans plus tard que dans des versions précédentes), mettre en œuvre des plans climatiques « tout en s'efforçant de faire mieux », élaborer des plans de mise en œuvre, et mettre fin à la déforestation—sans feuille de route ni mécanisme d'application. Ces expressions expriment un souhait, non une obligation.

Le point le plus notable : le texte de Belém ne contient **aucune référence** aux combustibles fossiles et ne propose **aucun** chemin pour éliminer progressivement le pétrole, le gaz ou le charbon—un recul évident par rapport à la COP28.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Le contraste entre symbolisme et substance est frappant. L'idée du *mutirão* évoque la solidarité et la responsabilité partagée, mais le texte de décision construit des structures institutionnelles—missions, accélérateurs, dialogues—sans imposer d'actions réelles. Il admet que les pays ne sont pas sur la bonne voie et que les engagements actuels mènent à un réchauffement dangereux, mais n'offre ni responsabilité ni conséquences.

L'omission totale de langage concernant les combustibles fossiles signale la force du lobby des pays producteurs. De nombreuses décisions sont reportées à de futures réunions, préservant le consensus en évitant la confrontation.

Les progrès réels dépendent désormais de la capacité des peuples et des mouvements à demander des comptes aux gouvernements. Le véritable *mutirão* doit venir de la société, et non seulement des États.

LES PRINCIPAUX ACCORDS : CE QUI A ÉTÉ DÉCIDÉ

Un renforcement majeur du financement climatique

Les pays se sont engagés à mobiliser au moins 1,3 billion de dollars par an d'ici 2035 pour aider les nations à faire face au changement climatique. Il s'agit d'une augmentation substantielle par rapport aux niveaux actuels. Dans ce cadre plus large :

- Les pays développés se sont engagés à montrer l'exemple dans la fourniture de financement climatique, avec la participation du secteur privé
- Le financement de l'adaptation (qui aide les pays à se préparer aux impacts climatiques) sera doublé d'ici 2025 et triplé d'ici 2035
- Le Fonds pour les Pertes et Préjudices, qui aide les pays à se remettre des catastrophes climatiques, a été officiellement activé avec des règles claires pour un réapprovisionnement régulier et une distribution équitable

Pour mettre cela en perspective : le financement de l'adaptation aide les pays à construire des digues contre les inondations, à développer des cultures résistantes à la sécheresse et à protéger les communautés côtières. Le Fonds pour les Pertes et Préjudices fournit un soutien après les catastrophes—lorsque des ouragans détruisent des maisons, lorsque des sécheresses ravagent les récoltes, lorsque la montée des mers force des communautés à se déplacer.

Transition juste : soutenir les travailleurs et les communautés

L'un des accomplissements majeurs de la COP30 a été les avancées en matière de mécanismes de « transition juste »—garantir que le passage à l'énergie propre ne laisse pas les travailleurs et les communautés de côté. Cela a été reconnu par la société civile comme une victoire importante malgré les déceptions plus larges.

Qu'est-ce que la transition juste ?

Lorsque les pays abandonnent les combustibles fossiles pour les énergies renouvelables, des millions de travailleurs dans les mines de charbon, les champs pétroliers et les centrales à gaz risquent de perdre leurs moyens de subsistance. Des communautés entières bâties autour de ces industries peuvent s'effondrer. Une « transition juste » signifie fournir :

- Des programmes de reconversion pour que les travailleurs acquièrent des compétences en énergie renouvelable, technologie verte et autres secteurs en croissance
- Une protection sociale et un soutien au revenu pendant la période de transition
- Des investissements dans les communautés affectées pour créer de nouvelles opportunités économiques
- Une participation significative des travailleurs et des communautés à la planification de la transition

Les pays ont convenu de créer des cadres pour soutenir les travailleurs et les communautés dans la transition vers des économies propres, garantissant que l'action climatique progresse avec justice sociale plutôt qu'à ses dépens.

L'Agenda d'Action : 117 solutions pratiques

Un résultat concret important a été l'Agenda d'Action de la COP30, qui a présenté plus de 117 plans de solutions pratiques dans six grands domaines :

- Protection des forêts et fin de la déforestation
- Systèmes alimentaires durables
- Résilience urbaine et villes intelligentes face au climat
- Industrie verte et fabrication propre
- Solutions fondées sur la nature, incluant la protection des tourbières et des mangroves

Ces plans pratiques représentent des mesures concrètes et applicables que les pays, les villes et les organisations peuvent mettre en œuvre immédiatement, allant au-delà des engagements généraux pour des projets et programmes spécifiques.

Les Peuples Autochtones en tête avec leur propre Déclaration

Dans un développement important, les leaders autochtones ont publié leur propre Déclaration Politique lors de la COP30, exigeant :

- Une protection forte et contraignante des territoires autochtones
- Des mesures applicables pour stopper la déforestation sur leurs terres
- Une fin immédiate de l'extraction de combustibles fossiles sur les territoires autochtones
- La reconnaissance que les communautés autochtones ne sont pas seulement des victimes mais des leaders dans les solutions climatiques

Cette déclaration représente les peuples autochtones prenant un rôle central dans les négociations climatiques, affirmant leurs droits et leur expertise dans la protection des forêts et des écosystèmes essentiels à la lutte contre le changement climatique.

Autres déclarations et engagements

La COP30 a également produit plusieurs déclarations importantes abordant :

- Le changement climatique et l'urbanisation—aidant les villes à s'adapter et à devenir plus résilientes
- L'intégrité de l'information—lutte contre la désinformation climatique et garantie que des informations exactes parviennent au public
- Le racisme environnemental—montrant comment les impacts climatiques touchent de manière disproportionnée les communautés marginalisées
- La pauvreté et la faim—reconnaissant les liens entre changement climatique et sécurité alimentaire
- La gestion intégrée des incendies—protégeant les communautés et les écosystèmes contre des feux de plus en plus sévères

LA GRANDE DÉCEPTION : LES COMBUSTIBLES FOSSILES

Bien que tenue au cœur de l'Amazonie—l'un des écosystèmes les plus importants au monde menacés par le changement climatique—la COP30 n'a pas livré ce que beaucoup espéraient être son accomplissement emblématique : un accord contraignant pour éliminer progressivement les combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz).

Que s'est-il passé ?

Plus de 80 pays, accompagnés de scientifiques du climat, de communautés autochtones et d'organisations de la société civile, ont plaidé avec force pour une feuille de route détaillée, avec objectifs et calendriers spécifiques, afin de sortir des combustibles fossiles. Toutefois, les nations exportatrices de pétrole ont bloqué ces efforts. L'accord final n'inclut qu'un langage vague sur la « transition hors des combustibles fossiles »—la même formulation que celle de la COP28 à Dubaï—sans objectifs contraignants, sans délais, et sans mécanismes d'application.

Pourquoi est-ce important ?

Les combustibles fossiles sont le principal moteur du changement climatique. Sans plan clair pour les éliminer, le monde ne peut pas limiter le réchauffement à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels—le seuil que les scientifiques jugent nécessaire pour éviter les impacts les plus catastrophiques.

Actuellement, le monde se dirige vers un réchauffement de 2,3–2,5°C, ce qui entraînerait des sécheresses, inondations et ouragans plus fréquents et plus graves, des pénuries alimentaires, et le déplacement de millions de personnes. La fenêtre pour éviter cela se referme rapidement.



RÉACTIONS : QUI A DIT QUOI ?

Le point de vue optimiste

Le Secrétaire exécutif de l'ONU pour le climat, Simon Stiell, a adopté un ton prudemment optimiste lors de la cérémonie de clôture :

« Nous savions que cette COP se tiendrait dans des eaux politiques tumultueuses. La déni, la division et la géopolitique ont porté de rudes coups à la coopération internationale cette année. Mais, mes amis, la COP30 a montré que la coopération climatique est vivante et dynamique, maintenant l'humanité dans la lutte pour une planète habitable, avec une ferme volonté de garder l'objectif de 1,5°C à portée. Je ne dis pas que nous gagnons la lutte climatique. Mais nous sommes indéniablement encore dedans, et nous ripostons. Ici à Belém, les nations ont choisi la solidarité, la science, et le bon sens économique. »

Réaction mitigée de la société civile

Les organisations de justice climatique, leaders autochtones, jeunes activistes et groupes scientifiques ont réagi de manière contrastée. Tout en reconnaissant des avancées importantes en transition juste, financement, et Agenda d'Action, ils ont été profondément critiques sur l'échec concernant les combustibles fossiles. Ils ont décrit le résultat comme :

- Une « trahison » pour les communautés vulnérables qui souffrent déjà
- Une couverture pour l'expansion continue des combustibles fossiles
- La priorité donnée aux industries polluantes plutôt qu'aux populations et à la planète
- Une dépendance excessive aux solutions fondées sur le marché au lieu d'investissements publics

Pourtant, beaucoup ont également salué les progrès en matière de financement, de mécanismes de transition juste, et de l'Agenda d'Action pratique—les appelant « des victoires limitées mais cruciales ». Ils ont souligné que le véritable leadership provient non pas des négociateurs gouvernementaux mais des mouvements populaires et des communautés autochtones.

Position des pays en développement

Les petits États insulaires et plusieurs pays d'Amérique latine se sont montrés particulièrement déçus. Des nations comme la Colombie ont protesté publiquement contre l'affaiblissement du langage sur les combustibles fossiles. Ces pays sont confrontés à l'élévation du niveau des mers, à des tempêtes plus puissantes et à l'insécurité alimentaire.

Ils ont salué l'augmentation du financement et les mesures de transition juste, mais ont clairement indiqué que l'approche progressive des pays riches sape la justice et l'ambition.

Le jeu d'équilibre des pays développés

L'Union Européenne a menacé de bloquer l'accord à moins que les engagements sur les combustibles fossiles soient renforcés, mais elle a finalement reculé. Les pays développés ont présenté le financement et l'Agenda d'Action comme des preuves de leadership, bien que les critiques affirment qu'ils ont dilué les obligations et n'ont pas assumé leur responsabilité historique.

Le tableau général

La COP30 reflète la réalité politique actuelle : une forte reconnaissance de la crise, de nouveaux cadres, mais une résistance aux engagements contraignants demandant des transformations difficiles.

Les projections de réchauffement se sont améliorées—de 4°C avant l'Accord de Paris à 2,3–2,5°C aujourd'hui—mais demeurent insuffisantes. Le succès des mécanismes de la COP30—l'Accélérateur Mondial de Mise en Œuvre, les 117 plans de l'Agenda d'Action, les feuilles de route forestières et de transition, et les programmes de transition juste—dépendra de leur mise en œuvre avant la COP31.

ET MAINTENANT ?

La présidence du Brésil a annoncé deux feuilles de route volontaires :

1. Une feuille de route pour mettre fin à la déforestation
2. Une feuille de route pour une transition juste et ordonnée loin des combustibles fossiles

Les pays doivent désormais préparer des Contributions Déterminées au niveau National (NDC) renforcées avant la COP31.

EN CONCLUSION

La COP30 a apporté des progrès importants :

- ✓ Engagements majeurs en matière de financement climatique (1,3 billion d'ici 2035)
- ✓ Triplement du financement de l'adaptation et activation du Fonds pour pertes et préjudices
- ✓ Mécanismes de transition juste
- ✓ 117 plans concrets de solutions climatiques
- ✓ Nouveaux indicateurs de suivi
- ✓ Fort leadership autochtone

Cependant, elle a échoué à son test le plus important : fournir une voie contraignante pour éliminer les combustibles fossiles.



Un appel à l'action : la Lutte continue

Pour les peuples du monde entier, la lutte pour un climat plus sûr continue. La COP30 confie aux gouvernements un travail essentiel, mais une pression publique soutenue, une organisation communautaire et une solidarité mondiale sont indispensables.

Pour les personnes de foi et de conscience, la COP30 réaffirme la nécessité d'un leadership moral : solidarité avec les plus touchés, protection de la création, et engagement en faveur de la justice. Les engagements de transition juste et l'Agenda d'Action pratique montrent que des progrès significatifs sont possibles—lorsque la pression est exercée.

